

Intergovernmental Group of Experts on Financing for Development

Fourth Session

Opening remarks

Isabelle Durant, Deputy Secretary-General, UNCTAD

25 January 2021

Distingués délégués,

Mesdames et Messieurs,

Bienvenue à cette session du Groupe intergouvernemental d'experts sur le financement du développement qui va aborder durant ces deux journées les questions systémiques". C'est un sujet d'une très grande importance.

Comment pourrions-nous en effet dans nos responsabilités respectives, parler ou mettre en œuvre des stratégies redressement sans prendre en compte les questions systémiques qu'elles impliquent. Ces questions et surtout la façon dont elles sont prises en compte auront une influence déterminante sur la capacité et la possibilité pour tous, mais en particulier pour les pays en développement de se remettre de la crise induite par la COVID-19 et de reprendre la voie d'un développement plus vertueux et fructueux.

Le programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement est clair : le développement durable est une question systémique influencée par des facteurs économiques, sociaux et environnementaux. Les déséquilibres et les ruptures qui interviennent dans une partie du système ont inévitablement des répercussions sur le reste du système et ses résultats.

Il n'est guère utile de répéter que nous vivons dans un monde très interconnecté. Depuis bientôt un an, les conséquences de cette interdépendance et la façon dont le système fonctionne affecte durement les économies, en particulier celles des pays les plus vulnérables.

Un certain nombre de problèmes systémiques interdépendants sont apparus dès avant la pandémie et sont très préoccupants : l'instabilité financière mondiale, la forte volatilité des prix des produits de base dans les pays en développement, les inégalités de revenus

croissantes, l'augmentation du pouvoir de marché et la croissance tirée par la dette. L'encours de la dette mondiale a atteint des niveaux sans précédent ; en septembre 2020, il s'élevait à 275 000 milliards de dollars (275 trillion en anglais), soit 357 % du PIB mondial.

Les grands déséquilibres mondiaux ont accru la vulnérabilité extérieure, réduisant ainsi les marges de manœuvre nationales pour financer les politiques économiques, sociales et environnementales dans les pays en développement. En outre, un système multilatéral de plus en plus fragmenté n'a pas pu, ou n'a pas voulu, accroître le financement international en vue de rendre l'économie mondiale plus « verte » et de faciliter la réalisation des objectifs de développement durable.

La pandémie COVID-19 a encore accru les déséquilibres et les désalignements du système multilatéral en matière de finances, d'investissements, de commerce, de développement et d'environnement.

Selon nos estimations de septembre - donc avant la deuxième vague -, la production mondiale devrait diminuer de 4,2 % en 2020, puis devrait augmenter de 4,1 % en 2021 si des politiques appropriées étaient adoptées et mises en œuvre. Ce qui signifierait qu'en 2021, le revenu mondial serait encore inférieur de 5,7 % à sa tendance d'avant la COVID-19. Compte tenu de la gravité de la deuxième vague et l'incertitude quant à ce qui nous attend dans les prochains mois, il est probable que la reprise soit désormais plus modérée.

L'intervention massive des gouvernements a permis d'éviter les pires résultats à l'échelon national. Mais cette capacité d'agir est loin d'être la règle et jusqu'ici, ce sont surtout les pays développés qui ont eu les moyens d'une intervention monétaire et budgétaire massive.

L'impact socio-économique de la pandémie est terriblement asymétrique : pour les pays en développement, les tentatives d'aplatir la "courbe de contagion" en fermant certains pans de leurs économies essentiellement informelles ont signifié pour des millions de personnes une réduction drastique des revenus les condamnant à la seule survie.

At the same time, their Central Banks could not and cannot act as lenders of last resort to their governments at a scale comparable to developed countries. This would come at the risk of massive devaluations of their currencies and consequent wide-ranging macroeconomic destabilization. With low or falling international reserve cushions, many developing countries remain reliant on international liquidity support in hard currencies.

UNCTAD analysis shows that international merchandise trade has been increasingly volatile for the last 10 years. Due to the pandemic, global trade contracted by 20% in the second quarter of 2020. This drastically undermined developing countries' access to foreign currency earnings. We saw a rebound in the second half of the year, but nevertheless trade in 2020 contracted with respect to 2019.

Reductions in global aggregate demand and financial price speculation particularly affected commodity-dependent developing countries. Moreover, non-resident capital flight from emerging-market economies (the most financially integrated developing countries) in response to the Covid-19 pandemic has been unprecedented compared to earlier crises.

We have witnessed a virtual collapse of international tourism which for many developing countries - especially small island developing states – is a key foreign exchange earner and employer. Remittances, another crucial source of foreign currency inflows for many developing countries, are projected to fall by around 20% in 2020 from a record level in 2019.

Foreign direct investment into developing countries, usually the most stable source external finance, is expected to contract by up to 40% in 2020 compared to 2019. This situation is especially daunting for those developing countries which already had substantive external debt burdens prior to the pandemic.

Total developing country debt stocks now exceeds twice their combined GDP, that is the highest level in history. The immense debt service repayments combined with the health-related expenditure requirements will put enormous pressure on domestic public budgets.

Financing development and our aspirations embedded in the SDGs is thus an enormous challenge. The call for the international private sector to step in and address the gaps in investment has failed to realize the expected results.

In addition, the pandemic exposed the inability of the existing international monetary financial system to provide unconditional international liquidity to developing countries in times of crisis. This has prompted wide-spread discussions on a more expansive use of Special Drawing Rights.

Yet, it is our hope that the pandemic is an opportunity to make progress on the Addis Ababa Action Agenda, by promoting the transformation of institutions, improving policy coordination

and coherence, addressing regulatory gaps and realigning incentives which hobble the scaling-up of financing for development and hold sustainable development back.

Ladies and gentlemen,

The Covid-19 crisis has raised the urgency of promoting a more development-friendly system of global economic governance.

A revived multilateralism will need to strengthen its ability to reform the current system of global economic governance with a view to achieve the 2030 Agenda. As the Addis Ababa Action Agenda makes clear, such a revived multilateralism requires broadening and strengthening the voice and participation of developing countries in international economic decision-making and norm-setting of the governance and regulation of systemic issues.

I am sure we all agree that systemic issues require systemic responses and this IGE is an opportunity to have such discussions.

I will stop here and look forward to your interventions and debates.